

aux Nations Unies. Elle réclame l'arrêt, réciproquement vérifiable, de la production, de la mise à l'essai et du déploiement des armes nucléaires. Nous devrions en toute logique appuyer cette résolution, si l'on en juge d'après le discours que le premier ministre vient de faire et d'après ses propos antérieurs. Le Canada devrait maintenant déclarer qu'il appuiera cette résolution aux Nations Unies.

En deuxième lieu, nous devrions nous engager à consacrer à la recherche et à l'analyse en matière de désarmement une somme beaucoup plus élevée qu'auparavant et cette somme devrait être un certain pourcentage croissant de nos crédits au titre de la défense.

En troisième lieu, nous devrions donner suite à cette action concrète, l'objectif avoué du premier ministre étant de s'opposer au développement d'armes anti-satellites. Plus précisément, étant donné que nous avons contribué au développement de cette technologie, cela suppose le refus, de la part du gouvernement du Canada, de collaborer à la mise au point de satellites militaires. Et comme le premier ministre le sait, cela exigerait un profond remaniement de notre politique. En outre, nous devrions nous joindre à l'Agence internationale de contrôle des satellites dont la France a proposé la création.

En quatrième lieu, nous devons nous opposer ouvertement à la politique voulant que nous utilisions les premiers les armes nucléaires.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** D'après moi, le premier ministre a eu raison de remettre en question l'actuelle stratégie de l'OTAN fondée sur cette politique. Car, ce faisant, il s'est joint à un nombre de plus en plus grand de personnes, y compris le commandant en chef des forces de l'OTAN, qui ont manifesté ouvertement leur scepticisme, estimant que le premier ministre n'avait pas tort de s'interroger sur l'efficacité d'une telle stratégie. En outre, il n'y a pas si longtemps, maints Canadiens, Américains et Européens, y compris un groupe de nos députés représentant tous les partis, ont mis ouvertement en doute le bien-fondé de cette stratégie.

J'estime utile de le signaler, car le premier ministre l'a mentionné en passant à l'étranger, mais nous n'avons pas eu encore à la Chambre l'occasion d'examiner les raisons pour lesquelles il met lui-même en doute le bien-fondé de cette stratégie. J'aimerais également savoir ce qu'en pense le chef de l'opposition. Quant à moi, je tiens à préciser clairement pourquoi je trouve cette stratégie désuète.

Il semblait plausible, à une époque, de pouvoir alléguer qu'une politique de recours en premier à l'arme nucléaire servait en réalité de moyen de dissuasion militaire. C'était vrai uniquement à l'époque où les États-Unis disposaient d'une supériorité nucléaire écrasante. À l'heure actuelle, ce serait tout simplement ridicule, si ce n'était si dangereux pour le genre humain tout entier, de s'en tenir à cette stratégie. J'ai du mal à imaginer que les États-Unis pourraient recourir à leurs armes nucléaires dans l'éventualité d'une attaque contre l'Europe au moyen d'armes classiques. Les Américains savent fort bien que s'ils lancent leurs missiles en Europe ils verront inéluctablement apparaître au large des côtes est et ouest des États-Unis, des sous-marins soviétiques porteurs de missiles nucléaires. Ainsi, la destruction d'objectifs en Europe et en Union soviétique de la part des Américains sera suivie d'une

riposte soviétique de même envergure et la destruction d'objectifs aux États-Unis.

C'est certes là, monsieur le Président, la raison principale qui explique la franche discussion, le scepticisme et les critiques qui entourent la stratégie de l'OTAN, laquelle s'appuie sur le recours en premier à l'arme nucléaire. Selon moi, cette stratégie n'a qu'un objectif dans le monde moderne actuel, et c'est de servir de prétexte à des dépenses toujours croissantes d'année en année pour la mise au point d'armes nucléaires encore plus sophistiquées. Au nom de la raison et de l'humanité, il est, certes, temps de mettre un terme à cette démenche.

Étant donné que certaines déclarations du premier ministre ont amorcé le débat à l'étranger à ce sujet, j'espère qu'il se poursuivra non seulement ici-même, à la Chambre, et dans l'intérêt des Canadiens, mais également au sein des conseils de l'OTAN.

Je voudrais, en terminant, aborder un sujet relié logiquement à toute cette question. Il s'agit de la décision prise par le Canada au sujet des essais du missile de croisière. Rien ne saurait mieux montrer à quel point nous pouvons être illogiques et sottement obstinés.

● (1240)

Avant d'en dire plus sur le missile de croisière, je voudrais faire une mise au point. Il n'y a pas moins de trois ministres qui ont dit à diverses époques que si le gouvernement du Canada avait pris cette décision au sujet du missile Cruise, c'est parce qu'il était membre de l'OTAN. Or, c'est faux, monsieur le Président.

La décision de déployer des missiles en Europe, ce qu'on appelle la politique ambivalente, a été prise le 12 décembre 1979. Elle portait sur le missile Pershing et sur le missile Cruise, ce dernier étant lancé à partir du sol. Rien n'a été dit au sujet des Cruise lancés à partir d'avion. La décision canadienne portait non pas sur les missiles d'Europe, sur un Cruise à lancement terrestre, mais sur un missile à déployer dans nos régions septentrionales et qui devait être monté sur bombardiers du commandement stratégique aérien pour être lancé du ciel. Ce sont là deux missiles différents.

Si l'on soumet ces missiles à des essais c'est, je le répète, pour étayer la puissance de dissuasion stratégique des États-Unis par des fondements techniquement opérationnels. Le premier ministre a qualifié cette stratégie dissuasive de tactique d'intimidation d'un autre âge. Le premier ministre, qui a l'esprit cartésien, ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Il ne peut pas contester ouvertement une stratégie de dissuasion périmée qui, dit-il, appartient à un autre âge et diriger un gouvernement qui collabore à la mise au point d'un missile qui fait partie intégrante de cette même stratégie périmée.

Je demande au premier ministre de songer sérieusement à prendre une décision importante et concrète qui pourrait donner du crédit à tout ce qu'il a fait ces derniers mois. J'estime qu'à moins de faire preuve de suite dans les idées, le gouvernement perdra toute crédibilité.

Comme vous le savez, le gouvernement s'est engagé à tester le missile de croisière le mois prochain. D'autre part, l'entente conclue entre le Canada et les États-Unis nous permet d'arrêter les essais de tout autre missile en donnant un préavis d'un an.